

Une journée qui marque la mort de la justice britannique



[Source : zonefr.com]

Par John Pilger

La réputation de la justice britannique repose désormais sur les épaules de la Haute Cour dans l'affaire de vie ou de mort de Julian Assange.

Mercredi, j'étais assis dans la cour 4 de la Royal Courts of Justice de Londres avec Stella Moris, la compagne de Julian Assange. Je connais Stella depuis aussi longtemps que je connais Julian. Elle aussi est une voix de la liberté, issue d'une famille qui a combattu le fascisme de l'apartheid. Aujourd'hui, son nom a été prononcé au tribunal par un avocat et un juge, des personnes oubliables si ce n'était de la puissance de leur privilège.

L'avocate, Clair Dobbin, est à la solde du régime de Washington, d'abord celui de Trump puis celui de Biden. Elle est la mercenaire de l'Amérique, ou la « *baronne* », comme elle préfère. Sa cible est Julian Assange, qui n'a commis aucun crime et a rendu un service public historique en exposant les actions criminelles et les secrets sur lesquels les gouvernements, surtout ceux qui se prétendent démocratiques, fondent leur autorité.

Pour ceux qui l'auraient oublié, WikiLeaks, dont Assange est le fondateur et l'éditeur, a révélé les secrets et les mensonges qui ont conduit à l'invasion de l'Irak, de la Syrie et du Yémen, le rôle meurtrier du Pentagone dans des dizaines de pays, le plan de la catastrophe de 20 ans en Afghanistan, les tentatives de Washington de renverser des gouvernements élus, comme celui du Venezuela, la collusion entre des adversaires politiques nominaux (Bush et Obama) pour étouffer une enquête sur la torture et la campagne *Vault 7* de la CIA qui a transformé votre téléphone portable, voire votre téléviseur, en un espion parmi vous.

WikiLeaks a publié près d'un million de documents en provenance de Russie, ce qui a permis aux citoyens russes de défendre leurs droits. Elle a révélé que le gouvernement australien avait collaboré avec les États-Unis contre son propre citoyen, Assange. Il a nommé les politiciens australiens qui ont « informé » les États-Unis. Il a fait le lien entre la Fondation Clinton et la montée du djihadisme dans les États du Golfe armés par les Américains.

À propos de ceux qui nous emmènent à la guerre.

Il y a plus : WikiLeaks a révélé la campagne américaine visant à supprimer les salaires dans les pays où l'on pratique l'atelier clandestin, comme Haïti, la campagne de torture menée par l'Inde au Cachemire, l'accord secret conclu par le gouvernement britannique pour protéger les « *intérêts américains* » dans le cadre de son enquête officielle sur l'Irak et le projet du ministère britannique des Affaires étrangères de créer une fausse « *zone de protection marine* » dans l'océan Indien pour priver les habitants de l'île de Chagos de leur droit de retour.

En d'autres termes, WikiLeaks nous a donné de vraies informations sur ceux qui nous gouvernent et nous emmènent à la guerre, et non les informations préétablies et répétitives qui remplissent les journaux et les écrans de télévision. C'est du vrai journalisme ; et pour le crime de vrai journalisme, Assange a passé la majeure partie de la dernière décennie dans une forme d'incarcération ou une autre, y compris la prison de Belmarsh, un endroit horrible.

Atteint du syndrome d'Asperger, il est un visionnaire doux et intellectuel, animé par sa conviction qu'une démocratie n'est pas une démocratie si elle n'est pas transparente et responsable.

Mercredi, les États-Unis ont demandé à la Haute Cour britannique d'approuver la prolongation de leur appel contre la décision prise en janvier par une juge de district, Vanessa Baraitser, d'interdire l'extradition d'Assange. Mme Baraitser a accepté les preuves profondément troublantes de plusieurs experts selon lesquelles Assange courrait un grand risque s'il était incarcéré dans le tristement célèbre système carcéral des États-Unis.

Le professeur Michael Kopelman, une autorité mondiale en matière de neuropsychiatrie, avait déclaré qu'Assange trouverait le moyen de s'ôter la vie – le résultat direct de ce que le professeur Nils Melzer, rapporteur des Nations Unies sur la torture, a décrit comme le harcèlement moral crapuleux d'Assange par les gouvernements – et leurs échos médiatiques.

Ceux d'entre nous qui étaient présents à l'Old Bailey en septembre dernier pour entendre le témoignage de Kopelman ont été choqués et émus. J'étais assis à côté du père de Julian, John Shipton, qui se tenait la tête entre les mains. On a également raconté à la cour la découverte d'une lame de rasoir dans la cellule de Julian à Belmarsh, les appels désespérés qu'il avait passés aux Samaritains, les notes qu'il avait écrites et bien d'autres choses encore qui nous ont remplis de plus de tristesse.

En regardant l'avocat principal de Washington, James Lewis – un homme issu du milieu militaire qui déploie une formule théâtrale et croustillante de « *aha* ! » avec les témoins de la défense – réduire ces faits à de la « *simulation* » et à la diffamation des témoins, en particulier de Kopelman, nous avons été encouragés par la réponse révélatrice de Kopelman, qui a déclaré que l'abus de Lewis était « *un peu fort* », car Lewis lui-même avait cherché à engager

l'expertise de Kopelman dans une autre affaire.

Pas de contradiction.

L'acolyte de Lewis est Clair Dobbin, et mercredi était son jour. C'est à elle que revenait la tâche d'achever de salir le professeur Kopelman. Un Américain ayant une certaine autorité était assis derrière elle au tribunal.

Mme Dobbin a déclaré que Kopelman avait « induit en erreur » la juge Baraitser en septembre, car il n'avait pas révélé que Julian Assange et Stella Moris étaient partenaires, et que leurs deux jeunes enfants, Gabriel et Max, avaient été conçus pendant la période où Assange s'était réfugié à l'ambassade d'Équateur à Londres.

Cela impliquait que cela atténuait d'une certaine manière le diagnostic médical de Kopelman disant : Julian, enfermé à l'isolement dans la prison de Belmarsh et menacé d'extradition vers les États-Unis pour de fausses accusations « d'espionnage », souffrait d'une grave dépression psychotique et avait prévu, s'il ne l'avait pas déjà fait, de mettre fin à ses jours.

Pour sa part, la juge Baraitser ne voit aucune contradiction. La nature complète de la relation entre Stella et Julian lui avait été expliquée en mars 2020, et le professeur Kopelman y avait fait pleinement référence dans son rapport en août 2020. La juge et le tribunal étaient donc au courant de tout avant l'audience principale d'extradition de septembre dernier.

Dans son jugement en janvier, Baraitser a dit ceci :

« [Le professeur Kopelman] a évalué M. Assange pendant la période de mai à décembre 2019 et était le mieux placé pour considérer de première main ses symptômes. Il a pris grand soin de fournir un compte rendu informé des antécédents et de l'histoire psychiatrique de M. Assange. Il a accordé une attention particulière aux notes médicales de la prison et a fourni un résumé détaillé annexé à son rapport de décembre. C'est un clinicien expérimenté et il était bien conscient de la possibilité d'exagération et de simulation. Je n'avais aucune raison de douter de son avis clinique ».

Elle a ajouté qu'elle n'avait « pas été trompée » par l'exclusion dans le premier rapport de Kopelman de la relation Stella-Julian et qu'elle comprenait que Kopelman protégeait la vie privée de Stella et de ses deux jeunes enfants.

En fait, comme je le sais bien, la sécurité de la famille était constamment menacée, au point qu'un agent de sécurité de l'ambassade a avoué qu'on lui avait demandé de voler l'une des couches du bébé pour qu'une société sous contrat avec la CIA puisse analyser son ADN. Stella et ses enfants ont fait l'objet d'un flot de menaces non divulguées.

Une affaire basée sur un fraudeur.

Pour les États-Unis et leurs auxiliaires juridiques de Londres, porter atteinte à la crédibilité d'un expert renommé en suggérant qu'il a dissimulé ces informations était un moyen, pensaient-ils sans doute, de sauver leur dossier en miettes contre Assange. En juin, le journal islandais Stundin a rapporté qu'un témoin clé de l'accusation contre Assange avait admis avoir fabriqué son témoignage. La seule accusation de « *piratage* » que les Américains espéraient porter contre Assange s'ils parvenaient à mettre la main sur lui dépendait de cette source et de ce témoin, Sigurdur Thordarson, un informateur du FBI.

Thordarson avait travaillé comme bénévole pour WikiLeaks en Islande entre 2010 et 2011. En 2011, alors que plusieurs accusations criminelles étaient portées contre lui, il a contacté le FBI et proposé de devenir un informateur en échange de l'immunité de toute poursuite. Il est apparu qu'il était un fraudeur reconnu coupable d'avoir détourné 55 000 dollars de WikiLeaks, et a purgé deux ans de prison. En 2015, il a été condamné à trois ans de prison pour des délits sexuels sur des adolescents. Le *Washington Post* a décrit la crédibilité de Thordarson comme le « *cœur* » de l'affaire contre Assange.

Mercredi, le Lord Chief Justice Holroyde n'a fait aucune mention de ce témoin. Il s'est dit préoccupé par le fait qu'il était « *défendable* » que la juge Baraitser ait accordé trop de poids au témoignage du professeur Kopelman, un homme vénéré dans son domaine. Il a déclaré qu'il était « *très inhabituel* » qu'une cour d'appel doive reconsidérer le témoignage d'un expert accepté par une juridiction inférieure, mais il a convenu avec Mme Dobbin qu'il était « *trompeur* », même s'il a accepté la « *réaction humaine compréhensible* » de Kopelman pour protéger la vie privée de Stella et des enfants.

Si vous pouvez démêler la logique obscure de ceci, vous avez une meilleure compréhension que moi qui ai suivi cette affaire depuis le début.

Il est clair que Kopelman n'a trompé personne. La juge Baraitser – dont l'hostilité envers Assange était présente dans son tribunal – a dit qu'elle n'avait pas été induite en erreur, que ce n'était pas un problème et que cela n'avait pas d'importance. Alors pourquoi le juge en chef Holroyde avait-il déformé la terminologie avec sa légalisation sournoise et renvoyé Julian dans sa cellule et ses cauchemars ? Il y attend maintenant la décision finale de la Haute Cour en octobre – pour Julian Assange, une décision de vie ou de mort.

Au pays de la Grande Charte.

Et pourquoi Holroyde a-t-il envoyé Stella du tribunal en tremblant d'angoisse ? Pourquoi ce cas est-il « *inhabituel* » ? Pourquoi a-t-il lancé un radeau de sauvetage à la bande de procureurs voyous du ministère de la Justice à Washington – qui ont eu leur grande chance sous Trump, après avoir été rejetés par Obama – alors que leur affaire pourrie et corrompue contre un

journaliste de principe semblait aussi sûrement que le Titanic ?

Cela ne signifie pas nécessairement qu'en octobre, l'ensemble des juges de la Haute Cour ordonnera l'extradition de Julian. Dans les hautes sphères de la maçonnerie qu'est le système judiciaire britannique, il y a encore, si j'ai bien compris, ceux qui croient au vrai droit et à la vraie justice, dont l'expression « *justice britannique* » tire sa réputation sanctifiée au pays de la Magna Carta. C'est sur leurs épaules éreintées que repose désormais la survie ou la disparition de cette histoire.

Je me suis assis avec Stella dans la tribune du tribunal pendant qu'elle rédigeait les mots qu'elle allait dire à la foule des médias et des sympathisants, dehors, sous le soleil. Clair Dobbin est arrivée en trombe, la queue de cheval en l'air, portant son carton de dossiers : le regard sur de lui, elle qui a dit que Julian Assange n'était pas « *si malade* » qu'il envisagerait le suicide. Comment le sait-elle ?

Mme Dobbin s'est-elle frayé un chemin dans le labyrinthe médiéval de Belmarsh pour s'asseoir avec Julian dans son accoutrement jaune, comme l'ont fait les professeurs Koppelman et Melzer, et Stella, et moi ? Peu importe. Les Américains ont maintenant « *promis* » de ne pas le mettre dans un enfer, tout comme ils ont « *promis* » de ne pas torturer Chelsea Manning, tout comme ils ont promis à

Et a-t-elle lu la fuite de WikiLeaks d'un document du Pentagone daté du 15 mars 2009 ? Ce document annonçait la guerre actuelle contre le journalisme. Selon ce document, les services de renseignements américains avaient l'intention de détruire le « *centre de gravité* » de WikiLeaks et de Julian Assange par des menaces et des « *poursuites pénales* ». Lisez les 32 pages et vous n'aurez aucun doute sur le fait que l'objectif était de réduire au silence et de criminaliser le journalisme indépendant, la méthode étant le dénigrement.

J'ai essayé de capter le regard de Mme Dobbin, mais elle était en route : travail terminé.

Dehors, Stella s'efforçait de contenir son émotion. C'est une femme courageuse, et son homme est un exemple de courage. « Ce qui n'a pas été discuté aujourd'hui, dit Stella :

« *c'est la raison pour laquelle j'ai craint pour ma sécurité et celle de nos enfants, ainsi que pour la vie de Julian. Les menaces et intimidations constantes que nous avons endurées pendant des années, qui nous ont terrorisés et qui ont terrorisé Julian pendant 10 ans. Nous avons le droit de vivre, nous avons le droit d'exister et nous avons le droit que ce cauchemar prenne fin une fois pour toutes.* »

*John Pilger est un journaliste et cinéaste australo-britannique basé à Londres. Le site Web de Pilger est : www.johnpilger.com. En 2017, la *British Library* a annoncé la création d'une archive John Pilger regroupant toutes ses

œuvres écrites et filmées. *Le British Film Institute* a classé son film de 1979, « Year Zero : the Silent Death of Cambodia », parmi les 10 documentaires les plus importants du 20ème siècle. Certaines de ses précédentes contributions à *Consortium News* peuvent être consultées ici :

JOHN PILGER: A Day in the Death of British Justice